

LA SOCIÉTÉ AUSTRALIENNE PROMETTAIT DE PRODUIRE 3 TONNES D'OR ALGÉRIEN PAR AN

La grande arnaque

Le conseil d'administration de la société d'exploitation des mines d'or a annoncé avant-hier la poursuite de l'activité de la société en dépit du constat de la perte de 75% de ses actifs. Son ancien actionnaire majoritaire, l'australien GMA Ressources en l'occurrence, se prépare, quant à lui, à déposer les bilans et disparaître définitivement dans la nature. L'Algérie perd plusieurs centaines de millions de dollars et aucune action n'a été engagée pour punir les coupables de ce hold-up dont la responsabilité incombe à l'ancien ministre de l'Energie.

Pour rappel, GMA Ressources était actionnaire à hauteur de 52 % dans la société d'exploitation des mines d'or (Enor) qui était une filiale de la Sonatrach. La société australienne était censée apporter une expertise dans le domaine de l'exploitation des mines d'or et promettait, au terme des études qu'elle a menées, de produire une quantité annuelle de 3 tonnes d'or.

La suite des événements va prouver que cette entreprise n'avait aucune expérience dans ce domaine d'activité et que sa présence en Algérie n'était motivée que par un programme de détournement à grande échelle des potentiels financiers de la Sonatrach. Comme pour la plupart des «combines» de Chakib Khelil, tout le monde est assuré de l'impunité totale.

La société Enor a donc décidé de clore définitivement le dossier de son ancien actionnaire GMA et se tournera vraisemblablement vers sa holding pour renflouer ses caisses. Sous la pression des travailleurs, qui ont observé une grève il y a quelques semaines sur la mine d'Amessmassa, Sonatrach sera contrainte d'injecter de l'argent et permettre à la société de reprendre ses activités.

En clair, Sonatrach et sa tutelle évitent tout conflit avec les sociétés partenaires dès lors qu'elles ont été introduites du temps de Chakib Khelil. D'ailleurs, il a été procédé au rachat des 52% d'actions qui étaient détenues par les Australiens de GMA Ressources sans préalables. Dans son récent rapport à la commission de surveillance de la Bourse



La production de 3 tonnes d'or par an n'était qu'un mensonge.

Photo : DR

londonienne, GMA Ressources, qui ne compte plus que deux employés, affirme avoir cédé, le 16 avril dernier, «ses parts à la partie algérienne, pour un prix symbolique».

Publiquement, la Sonatrach n'a jamais avancé les chiffres exacts de sa filiale Enor. Les montants des crédits contractés auprès de la BEA étaient toujours inaccessibles. Et les seules indications sur la toxicité de

l'affaire ont été publiées par l'ancien P-dg de la Sonatrach, Nouredine Cherouati en 2011, lors de la présentation du bilan de l'exercice 2010.

On a enfin appris que le capital social de la société s'élevait à 925 millions de dinars alors que son chiffre d'affaires atteignait 2,12 milliards de dinars. La Sonatrach a alors tiré la sonnette d'alarme en précisant qu'Enor accusait un résul-

tat net négatif de 947 millions de dinars pour un investissement inscrit de l'ordre de 1,24 milliard de dinars. En d'autres termes, la société perdait annuellement quelque 100 milliards de centimes.

On se rendit compte alors que la production de 3 tonnes d'or par an n'était qu'un mensonge avancé par le partenaire australien et amplifié par Chakib Khelil pour organiser la mise en coupe réglée des richesses du pays.

Des sommes faramineuses étaient transférées vers les comptes de GMA Ressources pour justifier les «mises à disposition» de cadres et d'ouvriers avec des salaires allant jusqu'à 50 mille dollars. L'acquisition des équipements justifiait également les transferts de sommes colossales vers l'étranger.

Aujourd'hui, le conseil d'administration avoue le fait que l'entreprise a perdu les trois quarts de ses actifs mais n'engage aucune expertise pour déterminer les responsables de cette banqueroute.

Dans le processus de prise de décision, tout le monde sait désormais que le P-dg de la Sonatrach ne risque pas de prendre une telle décision sans en référer à son ministre de tutelle.

Fodil B.

FRAUDE ET ESCROQUERIES À L'ASSURANCE

Les compagnies nationales comptent agir

Confrontées à la fraude importante, à des litiges commerciaux et au non-versement des primes d'assurance, les compagnies d'assurances nationales réagissent, en décidant notamment de ne plus traiter avec les assurés auteurs avérés d'escroqueries à l'assurance.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La fraude à l'assurance notamment automobile prend de l'ampleur en Algérie. A l'occasion d'une rencontre organisée hier à l'hôtel El Aurassi sous l'égide de l'Union des assureurs et réassureurs (UAR), le président-directeur général de la Compagnie algérienne des assurances de transport (CAAT) a estimé que les affaires considérées comme douteuses représentent quelque 20%, des proportions «incommensurables».

Selon Abdelkrim Djaâfri, la fraude à l'assurance atteint au niveau mondial des proportions de 10 à 25%, notamment en Afrique. Certes, un dispositif de lutte contre la fraude à l'assurance existe en Algérie avec l'institution depuis plusieurs années de l'Agence de lutte contre la fraude automobile (ALFA).

Lancée sous l'impulsion des pouvoirs publics et l'égide de la Société nationale d'assurances (SAA), la CAAT et la Compagnie algérienne d'assurances et de réassurance (CAAR), cette agence effectue des enquêtes sur la base des dossiers de sinistres soumis par des compagnies d'assurances publiques et privées.

Un millier de dossiers douteux !

Si des assureurs suspectent des cas de fausses déclarations ou de surévaluation du montant des indemnités et autres dysfonctionnements, elles soumettent les dossiers suspects à l'ALFA qui diligente des enquêtes.

Informées, les compagnies d'assurances prennent des mesures en conséquence, s'agissant de la régularisation des dossiers ou le recours à



La CAAT affirme que 20% des affaires sont douteuses.

Photo : Samir Sid

la justice. Dans ce cadre, la compagnie d'assurances privée Alliance Assurances a soumis à la société, durant le premier trimestre 2012, une vingtaine de dossiers dits douteux. Sur ce nombre, seize ont été identifiés comme frauduleux selon le président-directeur général d'Alliance Assurances, Hassan Khelifati.

Un nombre d'affaires douteuses important, selon le président de l'UAR, Amara Latrous, évoquant l'existence d'un millier de dossiers suspects recensés depuis des années.

Et cela même si le dirigeant de l'UAR rappelle que les compagnies nationales ont pu économiser un montant de 500 millions de dinars, durant les cinq dernières années grâce à la vigilance notamment.

Le paiement des primes, une obligation !

Autre problème auquel sont confrontées les compagnies d'assurances, le non-versement des primes lors de la souscription, une pratique assez répandue dans le secteur même si aucune estimation n'a été avancée.

A ce propos, le premier manager d'Alliance Assurances a évoqué l'opportunité de légiférer, dans le cadre

des réformes engagées dans le secteur. Il s'agit fondamentalement de rendre obligatoire le versement des primes lors de la souscription, en adaptant le code CIMA mûri en avril 2011 lors de la Conférence inter-africaine des marchés d'assurances (CIMA).

Ainsi, les assureurs ne pourront pas assurer, souscrire un contrat d'assurance dont la prime n'est pas payée ou renouveler un contrat d'assurance dont la prime n'a pas été payée, sous peine de sanctions.

Tout auteur d'escroquerie, persona non grata

De même, les compagnies d'assurances sont confrontées à des cas d'escroquerie avérée ou potentielle par des tiers. Des affaires de ce type sont traitées par la justice et concernent tant le secteur public que le secteur privé, relève le président-directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), Kamel Arba, rétif, néanmoins, à se prononcer tant que les instances judiciaires n'ont pas encore tranché.

Rétif, le P-dg d'Alliance Assurances l'était également car tenu à la réserve d'autant qu'une affaire de ce type l'opposant à un opérateur économique privé est en cours de

procédure judiciaire. Soucieuses de laisser la justice suivre son cours, les compagnies d'assurances ne comptent pas rester passives. Certes, la solidarité inter-compagnies a été réputée assez défailante, relèvent des observateurs. Ce que les assureurs publics et privés réfutent, en arguant que les compagnies échangent des informations et se concertent entre elles, au sein notamment de l'UAR.

Voire, les compagnies comptent passer à une phase offensive. Ainsi, les assureurs n'écarteront pas la possibilité de «ne plus traiter avec des assurés auteurs d'escroqueries» et autres abus sur lesquels la justice aura tranché, a indiqué le manager principal de la CNMA. En d'autres termes, tout assuré qui serait reconnu coupable d'escroquerie sera considéré comme persona non grata.

Et dans la mesure où les compagnies d'assurances ne peuvent, argue-t-on, commettre sciemment des actes frauduleux et escroquer leurs clients, sous peine de faillir à leurs engagements et perdre des parts de marchés.

300 000 dossiers d'indemnisation encore en suspens

Comme les compagnies d'assurances sont confrontées à des difficultés en matière d'indemnisation, notamment les retards pris à régulariser les dossiers de sinistres inter-compagnies, malgré les efforts déployés en vue d'améliorer la qualité de service et provisions développées. En ce sens, le président de l'UAR a indiqué lors de cette rencontre que sur les 721 000 dossiers de sinistres (automobiles) en suspens, un nombre de 407 000 dossiers, soit 60%, ont été, à la fin juin 2012, déjà traités et réglés, pour un montant d'indemnités de 4,5 milliards de dinars.

Les 40% restants, soit plus de 300 000 dossiers, devraient être réglés, espère-t-on, dès la fin de l'année pour aboutir à un montant global de 7 milliards de dinars. Par ailleurs, les assureurs qui devraient recevoir près d'un million de déclarations de sinistres à la fin 2012, note M. Latrous, revendi-

quant toujours la révision à la hausse de la tarification en matière de responsabilité civile obligatoire dans l'assurance automobile.

Déficit de l'ordre de 275%

Confrontées à un déficit chronique de la branche automobile, de l'ordre de 275% en termes de primes collectées inférieures par rapport aux indemnités versées, les compagnies veulent revoir la tarification qui leur a été imposée et qui ne couvre pas leurs charges. Et cela même si l'assurance automobile représente 51% du chiffre d'affaires du secteur (87 milliards de dinars déjà réalisés en 2012), avec 36 milliards de dinars d'indemnités en 2010 et 43 milliards de dinars d'indemnités en 2011. Rappelons que la prime moyenne en RC équivaut à 1 500 DA par an, inférieure de 7 fois par rapport à celle au Maroc et de 5 fois par rapport à la Tunisie.

En ce sens, les assureurs comptent relancer le ministère des Finances avec des arguments solides, sur la base d'une étude scientifique, relève Hassan Khelifati. Il s'agit en fait d'une expertise affinée sur les pertes financières subies par les compagnies dans le but de rééquilibrer leur trésorerie et éviter les supputations de dumping.

Le plafonnement des remises, en attente

Et ce, dans le contexte où le constat à l'amiable suscite l'absence d'engouement des clients, déplore le président de l'UAR qui compte pour tout sur la relance de cette procédure.

Et dans la mesure où l'engagement des compagnies à plafonner les réductions à l'assurance facultative (50% de remises pour les sociétés et 30% pour les particuliers), entre autres dispositions du protocole signé depuis quelques mois, n'est pas totalement effectif sur le terrain. A ce propos, le P-dg d'Alliance Assurances a indiqué que des mécanismes d'application de ce protocole sont en train d'être mis en place.

C. B.